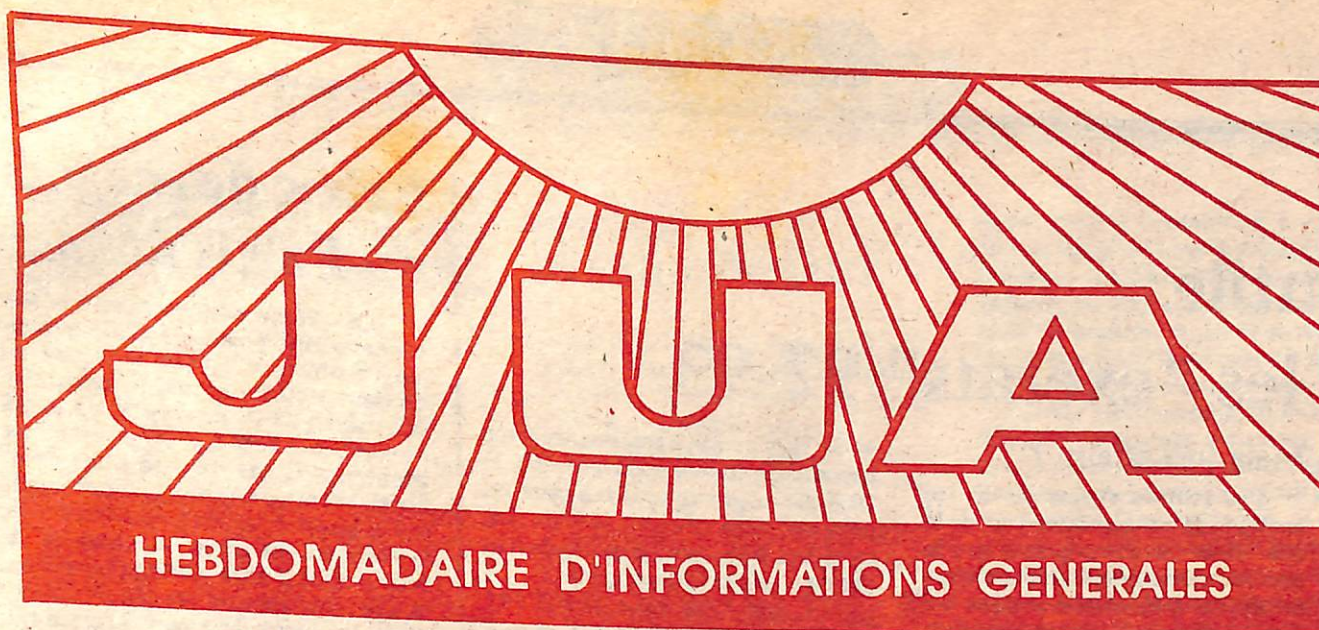




HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

7 DECEMBRE 1993

PRIX:

5 NZ au KIVU

6 NZ à KIN

B.P. 1613 BUKAVU

Conséquence de la réforme monétaire

Birindwa incapable d'arrêter l'inflation

Tshisekedi recommande l'utilisation des anciennes coupures

EDITORIAL

Eviter la catastrophe

L'accord politique n'a pas eu lieu au Palais du peuple. L'ordre institutionnel défini par la CNS n'a pas été respecté. Tshisekedi, pomme de discorde entre les FPC et l'USORAL considère la Primature comme sa chasse-gardée.

Cette idée fait du chemin dans l'opinion. Qui ne trouve pas un autre opposant pour faire face à Mobutu. Pourtant ceux qui, soumissionnés, veulent la perte de Tshisekedi et bradent pour un grain de sel les acquis de la CNS se retrouvent dans l'USORAL. Une position qui conforte la Mouissance présidentielle devenue vorace face au Premier ministre issu de la CNS. Elle n'en veut pas ! Dès lors Tshisekedi devient un politicien en sursis dont le sort dépend des négociations. Le peuple qui misait sur la rencontre du Palais du peuple est pris en otage ; car impuissant devant ce nouveau blocage. Ne dit-on pas que lorsque deux éléphants se battent, les herbes en pâtissent ?

Au moment où l'on joue au chat et à la souris, le peuple est entraîné dans une "guerre du ventre" suite aux retombées de la réforme monétaire. Comme pour l'accord politique, la réforme a donné naissance aux boucs émissaires et aux messies dans l'un ou l'autre camp. Etrange paradoxe suscité par la nomenclature disséminée dans de multiples parties politiques. Qui considère dans les deux cas, qu'il s'agit d'une potion magique ou d'une pilule amère à administrer au peuple pour gagner sa confiance. Le mot est lâché : confiance pour quel résultat ?

En tout cas, si l'on est d'accord sur le désaccord politique, il n'en demeure pas moins vrai que la réforme monétaire a suscité un couac ! Pas de sous-multiples ni de couverture en devise et de petites coupures en quantité insuffisante. L'impréparation et la précipitation ont entraîné la prolongation du délai au 10 décembre. La réforme menée à deux vitesses a provoqué la présence sur le territoire zaïrois de trois monnaies et le roc pour les paysans desservis par la réforme.

Le zaïre-monnaie dans les deux Kasai au bord d'une sécession : le nouveau zaïre dans les centres urbains et les devises (principalement le dollar US) pour les centres de négoce dont Butembo et Mbuji-Mayi. Un lobby financier tribal a même récupéré la réforme aux Kasai où les négociants de diamant font la loi ! Résultat : Kananga était pillé par des militaires payés en nouvelles coupures ! Cet imbroglio politique sur fond d'une réforme sabotée ça et là, et même par les barons de l'ancien régime donne la chair de poule à la population dont le chemin de la croix se poursuit dans le silence. Mobutu contemplant de ses hauteurs de Gbadolite un pouvoir en décomposition réussira-t-il à éviter la catastrophe ? Comment épargner l'infirmité financière à un pays frappé de thrombose politique ? Pour s'investir dans une telle opération, Mobutu doit s'impliquer dans la logique de la CNS et accepter de composer pour une énième fois avec Tshisekedi dont le radicalisme tribal doit être tempéré et qui fait de ses frères de deux Kasai des parias. Après le Shaba, voilà qu'il les expose au courroux de l'Armée. Mobutu ne lui pardonnera pas l'audace d'avoir mêlé les FAZ au conflit qui les oppose. Or rien n'indique que ces deux personnages sont disposés à se rencontrer ni à s'entendre sur l'essentiel. Le Zaïre est loin de sortir de la nuit politique. Une sombre page reste donc à tourner !

Qui va jouer le mauvais rôle alors que la maison brûle ? Ce n'est donc pas le moment de contempler l'incendie et de se disputer les fauteuils du pouvoir au lieu d'éteindre le feu. Cette attitude de la classe politique zaïroise confirme l'afro-pessimisme brandi en son temps par l'Occident déçu.

Cette impuissance politique doublée d'une incompétence à gérer la crise, ne peut faire éclore l'émergence de la démocratie au Zaïre. A moins de relire studieusement les résolutions pertinentes de la CNS.

Eyenga Sana

La dernière réunion du Conseil des ministres tenue le dimanche 5 décembre 1993 par le Cabinet Birindwa, vient de démontrer, si besoin est, que ce gouvernement est incapable d'arrêter l'inflation. Qui a amné le taux de change d'1 dollar à 20 NZ au marché parallèle. Ce gouvernement est revenu au gel des avoirs en banque après avoir donné l'occasion aux spéculateurs dont les barons de l'ancien régime de retirer entièrement des banques l'argent échangé. D'où la flambée des prix sur le marché. Une situation mal maîtrisée par la réforme monétaire qui risque d'échouer. Le dérapage prévisible de la réforme monétaire se situait au niveau technique et économique. L'on ne craignait que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Que les erreurs décalées ça et là ne pouvaient compromettre le bon déroulement de l'opération et qu'au fil des jours, elles pouvaient être corrigées. Hélas, la réforme monétaire allait être minée sur le terrain politique. Sauf dans les deux Kasai où elle était sabotée, cette opération connaît un succès relatif ! Ces deux régions étaient embrasées après le passage de deux sbires de Tshisekedi, Paul Kapita et Christian Badibangi à Kananga et à Mbuji-Mayi. Tout était à refaire ! Car ils avaient recommandé à la population de ne pas accepter les nouvelles coupures. Cette "démonétisation" décidée lors du Conseil des ministres de Tshisekedi (lire le compte rendu en page 9) avait fait monter d'un cran la tension parmi les militaires payés, par ailleurs en nouveaux zaïres. Selon l'agence Reuter qui cite des sources militaires, le 223ème bataillon mobile de Kananga (unité de la Gendarmerie) était descendu dans la nuit du 28 au 29 décembre 1993 "dans la ville" pour piller magasins, marchés et habitations, à la suite du refus des commerçants d'utiliser les nouveaux zaïres. Bilan provisoire du pillage après que les responsables de l'armée ont rétabli l'ordre : 3 morts dont un missionnaire Belge. Pour plus d'informations sur la réforme monétaire, Jua présente un dossier à ce sujet en page 9.

La Pharmakina minée par l'apartheid

Droit de réponse des cadres et JUA en justice

Page 2

Sud-Kivu : Kyembwa débordé par la hausse des prix

Page 2

Echec des négociations du Palais du peuple

Page 2

Burundi: qui a tué Ndadaye ?

Ngeze s'explique

Page 2

Nord-Kivu : Les ONG condamnent les tueries de Walikale, Masisi ...

Page 7